

FICHE DE SOUMISSION POUR PUBLICATION

DESTINATAIRE : Site de campagne

RUBRIQUE : contact@wadagnipresident.org

EXPÉDITEUR : Gilles FELIHO

DATE : 9 février 2026

SUJET : Appel à la responsabilité politique - Affaire Wadagni

LETTRE OUVERTE À ROMUALD WADAGNI

Candidat à la Présidence de la République du Bénin

*De la part de Gilles FELIHO, Auteur du livre : Blanchiment en liberté - Président de l'ONG Ethique
Juridique 2.0 Internationale*

Monsieur le Ministre d'État, Candidat à la Présidence,

À l'heure où vous sollicitez la confiance du peuple béninois pour diriger notre belle nation, et alors que vous mettez en avant des valeurs de **transparence, de probité et de bonne gouvernance**, je me dois, en tant que citoyen béninois, de porter à la connaissance de nos compatriotes une affaire qui révèle malheureusement l'écart entre vos promesses et la réalité de votre action ministérielle.

L'AFFAIRE QUI RÉVÈLE VOS VÉRITABLES VALEURS

Depuis 2020, j'ai porté à votre attention, en votre qualité de Ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, une affaire de **fraude documentaire** d'une gravité exceptionnelle dans le cadre de la succession de feu mon père, Jean Florentin FELIHO. Cette fraude concerne un certificat d'acquit de droit délivré par vos services le 20 octobre 2016, contenant des **informations mensongères et l'utilisation frauduleuse de mon identité sans mon consentement**.

Malgré mes multiples démarches, ma **sommation interpellative assortie de preuves irréfutables**, et même une intervention de la Cour constitutionnelle qui a confirmé dans sa décision DCC 25-152 du 22 Mai 2025, la réalité des faits, vous avez systématiquement **éludé vos responsabilités**.

VOS MANQUEMENTS FACE À LA FRAUDE

Monsieur le Candidat, voici les faits que vous ne pouvez ignorer :

1. Violation de l'intégrité administrative

Vos services ont produit et utilisé un document administratif contenant des **informations mensongères** et mon identité à **mon insu et sans mon consentement**. Cette pratique constitue une atteinte grave à l'honnêteté et à la probité exigées des agents publics.

2. Dénigement de justice et discrimination

Malgré ma qualité d'héritier réservataire et de légataire, vous avez **refusé de répondre clairement** à mes questions légitimes et avez opposé des **réponses évasives** qui révèlent une discrimination assumée et une violation flagrante de mes droits fondamentaux.

3. Non-respect de l'obligation de dénonciation

Point le plus grave : en vertu de l'article 39 du Code de procédure pénale, vous aviez l'obligation légale de dénoncer sans délai les faits délictueux portés à votre connaissance. Ces faits constituent des infractions au sens des articles 312 et 320 du Code pénal béninois. **Votre silence complice contribue à la perpétuation d'agissements illicites.**

LA QUESTION DE FOND : QUELLES VALEURS INCARNEZ-VOUS ?

Monsieur Wadagni, vous qui aspirez à la magistrature suprême, comment pouvez-vous prétendre incarner la **transparence** quand vous refusez d'apporter des explications sur les fraudes commises par vos services ?

Comment pouvez-vous parler de **probité** quand vous fermez les yeux sur l'utilisation frauduleuse de l'identité d'un citoyen béninois ?

Comment pouvez-vous évoquer la **bonne gouvernance** quand vous violez délibérément vos obligations légales de dénonciation des crimes et délits ?

L'ENJEU DÉMOCRATIQUE

Cette affaire dépasse ma simple personne. Elle révèle un **système de gouvernance opaque** où l'administration peut impunément :

- Produire des documents frauduleux ;
- Utiliser l'identité des citoyens sans leur consentement ;
- Refuser de rendre compte de ses actes ;
- Ignorer ses obligations légales.

Si une telle fraude demeure sans conséquence, c'est la sécurité juridique de chaque Béninois qui est menacée.

UN APPEL À LA COHÉRENCE

Monsieur le Candidat, vous qui prônez une "**nouvelle génération**" de dirigeants, vous qui appelez la jeunesse béninoise à vous faire confiance, je vous lance ce défi :

Prouvez que vos valeurs ne sont pas que des slogans de campagne.

Avant de demander la confiance du peuple béninois pour diriger le pays, **assumez vos responsabilités passées**. Apportez les réponses que vous me devez depuis quatre ans. Corrigez les fraudes commises par vos services. Respectez enfin vos obligations légales.

LA LEÇON POUR LE BÉNIN

Le traitement que vous avez réservé à cette affaire est **révélateur de votre conception du pouvoir** : un pouvoir qui se croit au-dessus des lois, qui ignore les citoyens, qui ferme les yeux sur la corruption administrative.

Est-ce cette vision du pouvoir que vous comptez porter à la Présidence ?

Le Bénin mérite mieux qu'un dirigeant qui prêche la probité en public et pratique l'opacité en privé.

L'APPEL AUX BÉNINOIS

Mes chers compatriotes, vous qui vous apprêtez à choisir votre futur Président, je vous invite à réfléchir : **Comment faire confiance à un candidat qui, face à une fraude documentaire avérée dans son propre ministère, choisit le déni plutôt que la vérité ?**

L'intégrité ne se divise pas. Elle se vit au quotidien, dans l'exercice du pouvoir comme dans la gestion des dossiers les plus sensibles.

EN CONCLUSION

Monsieur Wadagni, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Vous avez encore l'opportunité de démontrer que vos valeurs dépassent les déclarations d'intention.

Le Bénin vous observe. L'Histoire vous jugera.

Je reste à votre disposition pour toute clarification et demeure dans l'attente d'une réponse digne du candidat à la Présidence que vous prétendez être.

Gilles FELIHO

Citoyen béninois